

70 der Beilagen zu den Stenographischen Protokollen des Nationalrates XV. GP

1979 09 27

Regierungsvorlage

CONVENTION relative à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'assurer l'indication uniforme des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1^{er}

La présente Convention s'applique à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, de toute personne, quelle que soit sa nationalité.

Elle ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit en vigueur dans les Etats contractants concernant la détermination des noms et prénoms.

Elle ne préjudicie en rien aux changements intervenus légalement dans les noms et prénoms après qu'ont été dressés les actes ou documents qui sont présentés en vue de l'établissement d'un nouvel acte.

Elle ne fait pas obstacle à ce que l'autorité appelée à établir un nouvel acte y redresse les erreurs évidentes de rédaction que comporteraient, en ce qui concerne les noms et prénoms, les actes ou documents qui lui sont présentés.

Article 2

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans les mêmes caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront reproduits littéralement, sans modification ni traduction.

(Übersetzung)

ÜBEREINKOMMEN über die Angabe von Familiennamen und Vornamen in den Personenstandsbüchern

Die Unterzeichnerstaaten dieses Übereinkommens, Mitglieder der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen — in dem Wunsch, die einheitliche Angabe von Familiennamen und Vornamen in den Personenstandsbüchern zu gewährleisten — haben folgendes vereinbart:

Artikel 1

Dieses Übereinkommen gilt für die Angabe von Familiennamen und Vornamen jeder Person ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit in den Personenstandsbüchern.

Es berührt nicht die Anwendung der in den Vertragsstaaten geltenden Rechtsvorschriften über die Bestimmung von Familiennamen und Vornamen.

Es greift den nach der Eintragung oder der Ausstellung von Urkunden, die für eine neue Eintragung vorgelegt werden, gesetzgemäß eingetretenen Änderungen von Familiennamen und Vornamen in keiner Weise vor.

Es hindert die Behörde, die eine neue Eintragung vornehmen soll, nicht, dabei die in den ihr vorgelegten Urkunden etwa enthaltenen offensichtlichen Schreibfehler bezüglich der Familiennamen und Vornamen richtigzustellen.

Artikel 2

Soll von einer Behörde eines Vertragsstaates eine Eintragung in ein Personenstandsbuch vorgenommen werden und wird zu diesem Zweck eine Abschrift eines Personenstandseintrags oder ein Auszug aus diesem oder eine andere Urkunde vorgelegt, die die Familiennamen und Vornamen in den gleichen Schriftzeichen wiedergibt wie in denjenigen der Sprache, in der die Eintragung vorgenommen werden soll, so sind diese Familiennamen und Vornamen buchstabengetreu ohne Änderung oder Übersetzung wiederzugeben.

Les signes diacritiques que comportent ces noms et prénoms seront également reproduits, même si ces signes n'existent pas dans la langue en laquelle l'acte doit être dressé.

Article 3

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans d'autres caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront, sans aucune traduction, reproduits par translittération dans toute la mesure du possible.

S'il existe des normes recommandées par l'Organisation Internationale de Normalisation (I.S.O.), ces normes devront être appliquées.

Article 4

En cas de divergence dans la graphie des noms ou prénoms entre plusieurs documents présentés, l'intéressé sera désigné conformément aux actes de l'état civil ou aux documents établissant son identité rédigés dans l'Etat dont il était ressortissant, lors de l'établissement de l'acte ou du document.

Pour l'application de la présente disposition, le terme «ressortissant» comprend les personnes qui ont la nationalité de cet Etat ainsi que les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 5

A défaut de règles contraires de droit interne en la matière, dans tout acte dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, la personne qui n'a pas de nom ou dont le nom n'est pas connu sera désignée par ses seuls prénoms. Si elle n'a pas de prénoms ou si ceux-ci sont également inconnus, elle sera désignée dans l'acte par l'appellation sous laquelle elle est connue.

Article 6

Lorsque dans deux ou plusieurs actes dressés dans des registres de l'état civil par des autorités des Etats contractants une même personne est

Die in diesen Familiennamen und Vornamen enthaltenen diakritischen Zeichen sind ebenfalls wiederzugeben, selbst wenn die Sprache, in der die Eintragung vorgenommen werden soll, solche Zeichen nicht kennt.

Artikel 3

Soll von einer Behörde eines Vertragsstaates eine Eintragung in ein Personenstandsbuch vorgenommen werden und wird zu diesem Zweck eine Abschrift eines Personenstandseintrags oder ein Auszug aus diesem oder eine andere Urkunde vorgelegt, die die Familiennamen und Vornamen in anderen Schriftzeichen wiedergibt als in denjenigen der Sprache, in der die Eintragung vorgenommen werden soll, so sind diese Familiennamen und Vornamen ohne Übersetzung soweit wie möglich durch Transliteration wiederzugeben.

Sind von der Internationalen Normenorganisation (ISO) empfohlene Normen vorhanden, so sind sie anzuwenden.

Artikel 4

Weicht die Schreibweise der Familiennamen oder Vornamen in mehreren vorgelegten Urkunden voneinander ab, so ist der Betroffene gemäß denjenigen Personenstandsurkunden oder anderen ihn ausweisenden Urkunden zu bezeichnen, die in dem Staat ausgestellt worden sind, dessen Staatsangehöriger er zur Zeit der Ausstellung der Personenstandsurkunde oder der anderen Urkunde gewesen ist.

Für die Anwendung dieser Bestimmung umfaßt der Begriff „Staatsangehöriger“ die Personen, die die Staatsangehörigkeit dieses Staates haben, sowie die Staatenlosen und Flüchtlinge, deren Personalstatut vom Recht des betreffenden Staates bestimmt wird.

Artikel 5

In Ermangelung entgegenstehender innerstaatlicher Rechtsvorschriften auf diesem Gebiet ist eine Person, die keinen Familiennamen hat oder deren Familienname nicht bekannt ist, bei jeder von einer Behörde eines Vertragsstaates vorgenommenen Eintragung in ein Personenstandsbuch nur mit ihren Vornamen anzugeben. Hat sie keine Vornamen oder sind auch diese unbekannt, so ist sie bei der Eintragung mit der Bezeichnung anzugeben, unter der sie bekannt ist.

Artikel 6

Ist in zwei oder mehr von Behörden der Vertragsstaaten errichteten Einträgen in Personenstandsbüchern ein und dieselbe Person mit

70 der Beilagen

3

désignée par des noms ou prénoms différents, les autorités compétentes de chaque Etat contractant prendront, le cas échéant, des mesures en vue de la suppression des divergences.

A cette fin, les autorités des Etats contractants pourront correspondre directement entre elles.

Article 7

Les Etats signataires notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 8

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité. Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 9

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

verschiedenen Familiennamen oder Vornamen bezeichnet, so haben die zuständigen Behörden jedes Vertragsstaats gegebenenfalls Maßnahmen zu ergreifen, um die Abweichungen zu beseitigen.

Zu diesem Zweck können die Behörden der Vertragsstaaten unmittelbar miteinander verkehren.

Artikel 7

Die Unterzeichnerstaaten notifizieren dem Schweizerischen Bundesrat den Abschluß des Verfahrens, das für das Inkrafttreten dieses Übereinkommens in ihrem Hoheitsgebiet erforderlich ist.

Der Schweizerische Bundesrat setzt die Vertragsstaaten und den Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen von jeder Notifikation im Sinn des Absatzes 1 in Kenntnis.

Artikel 8

Dieses Übereinkommen tritt am dreißigsten Tag nach Hinterlegung der zweiten Notifikation in Kraft; es wird von diesem Zeitpunkt an für die beiden Staaten wirksam, die diese Förmlichkeit erfüllt haben. Für jeden Vertragsstaat, der in Artikel 7 vorgesehene Förmlichkeit später erfüllt, wird dieses Übereinkommen am dreißigsten Tag nach Hinterlegung seiner Notifikation wirksam.

Artikel 9

Dieses Übereinkommen gilt ohne weiteres für das gesamte Mutterland jedes Vertragsstaats.

Jeder Staat kann bei der Unterzeichnung, der Notifikation, dem Beitritt oder später durch eine an den Schweizerischen Bundesrat gerichtete Notifikation erklären, daß dieses Übereinkommen auf eines oder mehrere seiner Hoheitsgebiete außerhalb des Mutterlandes oder auf Staaten oder Hoheitsgebiete anzuwenden ist, deren internationale Beziehungen er wahrnimmt. Der Schweizerische Bundesrat setzt alle Vertragsstaaten und den Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen von einer solchen Notifikation in Kenntnis. In den in der Notifikation bezeichneten Hoheitsgebieten wird dieses Übereinkommen am sechzigsten Tag nach Eingang der Notifikation beim Schweizerischen Bundesrat anwendbar.

Hat ein Staat eine Erklärung nach Absatz 2 abgegeben, so kann er später jederzeit durch eine an den Schweizerischen Bundesrat gerichtete Notifikation erklären, daß dieses Übereinkommen auf bestimmte in der Erklärung bezeichnete Staaten oder Hoheitsgebiete nicht mehr anzuwenden ist.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable à l'Etat ou au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 10

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations Unies ou d'une organisation spécialisée des Nations Unies pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 11

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 8 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT À Berne, le treize septembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Der Schweizerische Bundesrat setzt alle Vertragsstaaten und den Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen von der neuen Notifikation in Kenntnis.

Für den betreffenden Staat oder das betreffende Hoheitsgebiet ist das Übereinkommen mit dem sechzigsten Tag nach Eingang der Notifikation beim Schweizerischen Bundesrat nicht mehr anwendbar.

Artikel 10

Jeder Mitgliedstaat der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen, des Europarats, der Vereinten Nationen oder einer ihrer Spezialorganisationen kann diesem Übereinkommen beitreten. Die Beitrittsurkunde wird beim Schweizerischen Bundesrat hinterlegt. Dieser setzt alle Vertragsstaaten und den Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen von der Hinterlegung jeder Beitrittsurkunde in Kenntnis. Das Übereinkommen tritt für den beitretenden Staat am dreißigsten Tag nach Hinterlegung der Beitrittsurkunde in Kraft.

Eine Beitrittsurkunde kann erst hinterlegt werden, nachdem das Übereinkommen in Kraft getreten ist.

Artikel 11

Dieses Übereinkommen gilt für unbegrenzte Zeit. Jeder Vertragsstaat kann es aber jederzeit durch eine an den Schweizerischen Bundesrat gerichtete schriftliche Notifikation kündigen; dieser setzt die anderen Vertragsstaaten und den Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen davon in Kenntnis.

Dieses Kündigungsrecht kann erst nach Ablauf eines Jahres, vom Tag der in Artikel 8 vorgesehenen Notifikation oder des Beitritts an gerechnet, ausgeübt werden.

Die Kündigung wird sechs Monate nach dem Tag wirksam, an dem die in Absatz 1 vorgesehene Notifikation beim Schweizerischen Bundesrat eingegangen ist.

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu gehörig Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterschrieben.

GESCHEHEN zu Bern am 13. September 1973 in einer Urschrift, die im Schweizerischen Bundesarchiv hinterlegt wird; jedem Vertragsstaat und dem Generalsekretär der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen wird auf diplomatischem Weg eine beglaubigte Abschrift übermittelt.

Erläuterungen

Allgemeiner Teil

Das Übereinkommen vom 13. September 1973 über die Angabe von Familiennamen und Vornamen in den Personenstandsbüchern ist ein gesetzergänzender Staatsvertrag und bedarf daher der Genehmigung des Nationalrates gemäß Art. 50 Abs. 1 B-VG. Es ist der unmittelbaren Anwendung im innerstaatlichen Rechtsbereich zugänglich, sodaß ein Beschluß des Nationalrates gemäß Art. 50 Abs. 2 B-VG nicht erforderlich ist. Es hat nicht politischen Charakter und enthält keine verfassungsändernden und verfassungsergänzenden Bestimmungen.

I.

Die Internationale Kommission für das Zivilstandswesen (Commission Internationale de l'Etat Civil — CIEC) wurde im Jahre 1949 gegründet, um zur Milderung der Schwierigkeiten beizutragen, mit welchen Standesbeamte in Fällen mit Auslandsberührung zu kämpfen haben. Der Arbeit dieser Kommission ist eine Reihe bedeutsamer zwischenstaatlicher Übereinkommen auf dem Gebiete des Personenstands- und Staatsangehörigkeitswesens zu danken. Österreich hat bereits sieben dieser Übereinkommen ratifiziert und beabsichtigt die Ratifizierung einiger weiterer.

Auch das vorliegende Übereinkommen ist von der CIEC ausgearbeitet worden. Es setzt sich zum Ziel, die einheitliche Schreibung des Namens einer Person in allen Vertragsstaaten zu erreichen. Die Schwierigkeiten dabei liegen darin, daß fremde Schriftzeichen oft nicht buchstabengetreu, sondern phonetisch übertragen, daß Buchstaben, die in der Schrift des betreffenden Landes nicht bekannt sind, durch andere ersetzt werden oder daß man diakritische Zeichen wegläßt oder falsch setzt.

Die unterschiedliche Schreibung des Namens ein und derselben Person führt zu Unzukömmlichkeiten nicht nur für die betreffende Person, sondern auch für die Behörden, die feststellen sollen, welche Schreibweise richtig ist. Österreich hat sich daher für das Zustandekommen des gegenständlichen Übereinkommens eingesetzt und es auch bereits am 13. September 1973 unterzeichnet.

II.

Das Übereinkommen steht mit österreichischen Rechtsvorschriften nicht in Widerspruch, bringt aber wünschenswerte Klarstellungen mit sich. Das gilt für die nur in der Verwaltungspraxis nicht mehr umstrittene Frage, daß eine phonetische Übertragung des Namens unzulässig ist; weiter für die im Übereinkommen auferlegte Pflicht, dort, wo von der Internationalen Normenorganisation (ISO) empfohlene Normen für die Transliteration bestehen, diese anzuwenden; schließlich für die — im österreichischen Personenstandsrecht fehlende — Regelung, wie vorzugehen ist, wenn eine Person, deren Personenstand bekannt ist, keinen Familiennamen hat.

Das Übereinkommen steht zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Türkei bereits seit längerer Zeit in Kraft. Für Österreich würde es nach Art. 8 am 30. Tag nach Hinterlegung seiner Notifikation wirksam werden.

III.

Zu den einzelnen Bestimmungen des Übereinkommens wird folgendes ausgeführt:

Zum Art. 1

Dieser Artikel legt den Anwendungsbereich des Übereinkommens fest.

Nach Abs. 1 gilt das Übereinkommen für die Angabe von Familiennamen und Vornamen in den Personenstandsbüchern ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der betreffenden Person. Es gilt daher nicht nur für die Behandlung von Fremden (Ausländern und Staatenlosen), sondern auch für die eigenen Staatsangehörigen. Würde daher ein österreichischer Staatsbürger anlässlich der Eheschließung in Österreich eine im Ausland ausgestellte Geburtsurkunde vorlegen, so wäre der österreichische Standesbeamte bei der Beurkundung der Eheschließung an die Schreibweise des Namens in der Geburtsurkunde gebunden. Es darf allerdings nicht übersehen werden, daß sich der Art. 1 auf die (technische) Eintragung des Namens beschränkt. Wie sich aus den folgenden Absätzen des Art. 1 ergibt, bleiben dem Standesbeamten genug Möglichkeiten offen, einen allfälligen Fehler bei der Geburtsbeurkundung zu berücksichtigen.

Das Übereinkommen berührt nach Abs. 2 nicht die Anwendung der Rechtsvorschriften über die Bestimmung des Namens. Unter „Rechtsvorschriften“ sind die Vorschriften des öffentlichen und des bürgerlichen Rechtes (vor allem über die familienrechtlichen Vorgänge, die zum Erwerb eines bestimmten Familiennamens oder zu dessen Änderung führen), aber auch die des internationalen Privatrechts zu verstehen. Durch diesen Absatz soll gesagt werden, daß der Standesbeamte trotz der Bindung an die Eintragung des Namens in den ihm vorgelegten Urkunden die materiell-rechtlichen Regeln über den Erwerb und gegebenenfalls die Änderung des Namens zu beachten hat. Wenn sohin in dem oben erwähnten Beispiel der Standesbeamte des Geburtenbuchs nicht das nach dem Personalstatut des Kindes maßgebliche Recht, sondern sein eigenes Recht angewendet hätte und dadurch zu einem anderen Namen gekommen wäre, so würde der österreichische Standesbeamte nicht an den eingetragenen Namen gebunden sein.

Nach Abs. 3 bleibt das Recht, gesetzmäßig eingetretene Änderungen des Namens nach der Eintragung oder der Ausstellung der Urkunde zu berücksichtigen, unberührt. Auch hier kann daher der Standesbeamte, dem eine Urkunde vorgelegt wird, prüfen, ob nicht allenfalls nach Ausstellung der Urkunde eine Namensänderung eingetreten und ob diese eigenmächtig oder „gesetzmäßig“ vorgenommen worden ist. Bei der Prüfung der Gesetzmäßigkeit der Namensänderung müßte weiter festgestellt werden, ob sie wirksam zustande gekommen ist oder ob es sich zwar um eine amtliche Namensänderung handelt, ihr aber aus irgendwelchen Gründen die Rechtswirkung versagt wird.

Der Abs. 4 gibt dem Standesbeamten die Möglichkeit, offensichtliche Schreibfehler in den ihm vorgelegten Urkunden richtigzustellen.

Zum Art. 2

Abgesehen von den oben besprochenen Ausnahmefällen, hat der Standesbeamte, der eine Eintragung auf Grund der ihm vorgelegten Urkunden vornimmt, den Familiennamen und die Vornamen, wenn sie in der Urkunde in der auch von ihm verwendeten Schriftart geschrieben sind, buchstaben- und zeichengetreu zu übernehmen. Dieses bedeutet, daß er diakritische Zeichen nicht unterdrücken darf, auch wenn dadurch die Aussprache des Namens nicht verändert wird (etwa Müller zu „Muller“ in Frankreich). Wird die Eintragung mit der Schreibmaschine vorgenommen, so hat der Standesbeamte die diakritischen Zeichen bei Fehlen entsprechender Typen handschriftlich beizusetzen.

Durch die im Art. 2 ausgesprochene Verpflichtung zur buchstaben- und zeichengetreuen Wiedergabe der Namen soll nicht die Versteinerung der Schrift insgesamt oder einzelner Schriftzeichen innerhalb eines Sprachgebietes bewirkt werden. Die Verdrängung der bis vor wenigen Jahrzehnten im deutschen Sprachgebiet überwiegend verwendeten deutschen Druckschrift (Fraktur) oder der Schreibschrift (Kurrent) durch die lateinische Schrift ist daher durch Art. 2 nicht betroffen. Der Standesbeamte kann sich sohin, wenn ihm eine Urkunde vorgelegt wird, die in Fraktur oder Kurrent geschrieben ist, bei der Eintragung der Lateinschrift bedienen, ohne gegen Art. 2 zu verstoßen.

Es kann vorkommen, daß sich durch die buchstabengetreue Übertragung die Aussprache des Namens ändert, wenn der gleiche Buchstabe in dem Land, in dem die ursprüngliche Urkunde ausgestellt worden ist, anders ausgesprochen wird als in dem Land, in dem es in der Folge zu einer Eintragung kommt. Das ist der Kaufpreis für die Einheitlichkeit der Übertragung in verschiedenen Staaten, die nur durch buchstabengetreue, nicht jedoch durch phonetische Übertragung erreicht werden kann.

Dem Sinn einer buchstaben- und zeichengetreuen Übertragung der Namen würde es widersprechen, wenn anlässlich der Eintragung der in der ursprünglichen Urkunde aufscheinende Vorname in die Landessprache des Standesbeamten, der die Übertragung vornimmt, übersetzt würde. Eine solche Übersetzung (etwa „Frédéric“ in „Friedrich“) ist daher unzulässig. Aber auch hier sind die materiell-rechtlichen Bestimmungen zu beachten. Wenn z. B. ein österreichisches Kind im Ausland geboren worden ist und der Standesbeamte bei der Geburtsbeurkundung auf Grund seiner Vorschriften den dem Kind von seinen Eltern beigelegten deutschen Vornamen in die Landessprache übersetzen und so eintragen würde, wäre der österreichische Standesbeamte auch nach Wirksamwerden dieses Übereinkommens an die Eintragung des Vornamens in der ausländischen Geburtsurkunde nicht gebunden.

Zum Art. 3

Dieser Artikel regelt die Fälle, in denen dem Standesbeamten Urkunden vorgelegt werden, die in anderen Schriftzeichen geschrieben sind als in denen, die er gebraucht. Nach Art. 3 sind die Namen ohne Übersetzung soweit wie möglich durch Transliteration (also buchstaben- und zeichengetreu) wiederzugeben. Soweit von der Internationalen Namensorganisation (International Organization for Standardization — ISO) empfohlene Normen vorhanden sind, müssen diese angewandt werden.

Die ISO ist eine Organisation, die ihren Sitz in Genf hat, sich mit der Transliteration befaßt und diesbezügliche Empfehlungen (Normen) herausgibt. Diese Normen sind nicht unwandelbar, sondern unterliegen einem Wechsel der Anschauungen. In einem einmal im Jahr erscheinenden Nachrichtenblatt werden daher nicht nur neu beschlossene Normen, sondern auch Änderungen bestehender Normen veröffentlicht.

Derzeit gibt es vier Normen, und zwar für die Transliteration von zyrillischen (ISO/R 9), arabischen (ISO/R 233), hebräischen (ISO/R 259) und griechischen (ISO/R 843) in lateinische Buchstaben.

Für eine Reihe von wichtigen Sprachen mit fremdem Schriftzeichen bestehen daher noch keine Normen. In diesen Fällen muß eine Transliteration ohne Hilfe einer Norm vorgenommen werden. Im allgemeinen wird dem Standesbeamten eine Übersetzung der fremdsprachigen Urkunde vorliegen; dann wird er sich auf die Richtigkeit der Transliteration verlassen können, wenn die Übersetzung von einer dazu befugten Person vorgenommen worden ist.

Bei der Bestimmung des Art. 4, daß die Transliteration „soweit wie möglich“ vorzunehmen ist, ist an die Fälle gedacht, in denen eine Transliteration nicht möglich ist. Das ist dann denkbar, wenn einem fremden Schriftzeichen kein lateinisches entspricht. Hier muß phonetisch übertragen werden, wobei häufig einem fremden Schriftzeichen eine lateinische Buchstabenverbindung entsprechen wird. Ebenso wird phonetisch übertragen werden müssen, wenn eine Schrift überhaupt nicht aus Buchstaben besteht, sondern Wortzeichen verwendet werden (z. B. im Chinesischen).

Eine Wiedergabe beispielsweise des Wortzeichens für „Baum“ durch dieses Wort ist unzulässig, da die Eintragung „ohne Übersetzung“ vorgenommen werden muß.

Eine Frage, die sich in anderen Vertragsstaaten stellen wird, berührt den österreichischen Standesbeamten nicht: Es bestehen wohl Normen für die Übertragung von fremden Schriftzeichen in lateinische, aber nicht für den umgekehrten Fall, z. B. von lateinischen in griechische Buchstaben. Obwohl das im Übereinkommen nicht ausdrücklich angeordnet ist, wird auch in diesem Fall nach der ISO-Norm R 843 vorzugehen sein.

Hingegen wird mitunter an den österreichischen Standesbeamten die Frage herantreten, wie vorzugehen ist, wenn eine Übertragung von fremden in lateinische Schriftzeichen zu einem Zeitpunkt vorgenommen worden ist, da es noch keine oder ältere, inzwischen geänderte ISO-Normen gegeben hat. Das vorliegende Übereinkommen enthält keine Bestimmung über eine Rückwirkung. Auch die Aufgabe des Namens als wichtiges Personenkennzeichen verlangt die Beständigkeit

des Namens. Ist daher einmal eine Übertragung des Namens vorgenommen worden, so hat es damit sein Bewenden. Das wird vor allem dann zu beachten sein, wenn auf Grund der seinerzeitigen Übertragung bereits eine Eintragung in ein Personenstandsbuch mit lateinischen Schriftzeichen vorgenommen worden ist.

Zum Art. 4

Es wird häufig vorkommen, daß dem Standesbeamten mehrere Personenstandsurkunden vorgelegt werden, in denen derselbe Name verschieden geschrieben ist. Diesbezüglich ordnet nun der Art. 4 an, daß sich der Standesbeamte dann an die Urkunde zu halten hat, die von dem Staat stammt, dem der Namensträger im Zeitpunkt der Ausstellung der Urkunde angehört hat. Den Angehörigen des Staates sind die Staatenlosen und Flüchtlinge gleichgestellt, deren Personalstatut von dem Recht dieses Staates beherrscht wird.

Der Art. 4 läßt eine Reihe von Fragen offen, deren Lösung dann eben jedem einzelnen Vertragsstaat überlassen bleibt. So wird nichts darüber gesagt, daß jemand zwei Urkunden verschiedener Staaten vorlegt und diese Person beiden Staaten angehört hat; desgleichen fehlt eine Regelung für den Fall, daß der Namensträger keinem der Staaten angehört hat, von deren Behörden er Urkunden vorlegt; schließlich ist der Fall ungeklärt, wenn jemand hintereinander verschiedene Staatsangehörigkeiten besessen hat und er von jedem der betroffenen Staaten eine Personenstandsurkunde vorlegt.

Zum Art. 5

Der Art. 5 behandelt die Fälle, in denen die Person, deren Name einzutragen ist, keinen Familiennamen hat oder dieser nicht feststellbar ist. In solchen Fällen hat der Standesbeamte nur die Vornamen der Person einzutragen. Hat sie auch keine Vornamen oder sind auch diese nicht bekannt, so ist die Person mit der Bezeichnung einzutragen, unter der sie bekannt ist. Der Art. 5 gilt allerdings nur in Ermangelung entgegenstehender innerstaatlicher Rechtsvorschriften auf diesem Gebiet.

In Österreich bestehen derzeit solche Rechtsvorschriften nicht. Zwar sehen die §§ 25 und 26 PStG die Bestimmung der Vornamen und Familiennamen für Personen unbekanntem Personenstandes vor. Solche Personen sind aber im Art. 5 nicht gemeint. Auch § 8 des Namensänderungsgesetzes kommt in diesem Zusammenhang nicht in Betracht: Die Frage, die durch die Namensfeststellung gelöst werden soll, ist nicht, daß die Person keinen Familiennamen hat oder dieser nicht bekannt ist, sondern im Gegenteil, daß es zweifelhaft ist, welcher von mehreren in Betracht kommenden Familiennamen der richtige ist.

Im Hinblick auf beabsichtigte gesetzgeberische Maßnahmen auf dem Gebiet des Personenstands- und Namensrechts ist es zweckmäßig festzuhalten, daß der Art. 5 einer innerstaatlichen Regelung auf diesem Gebiet nicht im Weg steht. Eine solche wird auch notwendig sein, denn es ist schwer vorstellbar, daß eine Person, die keinen Vornamen und Familiennamen hat, auch nach Erwerb der Staatsangehörigkeit eines Staates, in dem jedermann solche Namen führt, nur nach der Bezeichnung benannt wird, unter der sie bekannt ist.

Bei Beurteilung der Frage, ob eine Person einen Familiennamen hat, stößt man auf die Frage des sogenannten Vatersnamens. Dieser tritt in zwei Formen auf: als Ersatz des Familiennamens im üblichen Sinn — ein von Generation zu Generation weitergegebener, zumindest teilweise (z. B. Spanien) unveränderlicher Name — oder als zwischen Vornamen und Familiennamen eingeschalteter Name (Zwischennamen). Für den Art. 5 ist nur der erste Fall von Bedeutung. Ohne allgemein auf die Frage eingehen zu wollen, ob es sich beim Vatersnamen in dieser Form (also nicht als Zwischennamen) um einen Familiennamen handelt, wird man doch der Ansicht zuneigen müssen, daß der Art. 5 in solchen Fällen nicht anwendbar ist. Würde man ihn nämlich anwenden, so dürfte nur der Vorname eingetragen werden. Die Eintragung des Vatersnamens als Bezeichnung, unter der jemand bekannt ist, wäre nach Art. 5 nur dann zulässig, wenn die Person auch keinen Vornamen hätte. Durch die Eintragung nur des Vornamens würde man sich eines wichtigen unterscheidenden Merkmals der Person begeben, was nicht der Sinn des Art. 5 sein kann. Hat daher eine Person einen Vornamen und einen Vatersnamen, so wird man diesen — für den Anwendungsbereich des gegenständlichen Übereinkommens — als Familiennamen zu behandeln und als solchen einzutragen haben. Vorausgesetzt müßte natürlich werden, daß materiellrechtlich für die Namensführung der betreffenden Person das Recht eines Staates maßgebend ist, das zur Kennzeichnung der Person den Vornamen und Vatersnamen verwendet (z. B. Island).

Wenn auch dem Zwischennamen im Zusammenhang mit Art. 5 keine Bedeutung zukommt, soll doch an dieser Stelle folgendes festgehalten werden: Das Übereinkommen bezieht sich nur auf die Eintragung von Vornamen und Familiennamen. Es kann daher aus ihm keine Pflicht abgeleitet werden, Namensbestandteile, die weder Vorname noch Familienname sind, z. B. den Zwischennamen, in die Personenstandsbücher einzutragen.

Zum Art. 6

Wenn ein und dieselbe Person in den Personenstandsbüchern mit verschiedenen Fami-

liennamen und Vornamen bezeichnet wird, so haben die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten nach dieser Bestimmung gegebenenfalls Maßnahmen zu ergreifen, um die Abweichungen zu beseitigen. Die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten können zu diesem Zweck unmittelbar miteinander verkehren.

Da es sich um ein technisches Übereinkommen handelt, das an den materiellrechtlichen Bestimmungen über den Namen nichts ändern will, ist klar, daß eine Namensverschiedenheit, die auf eine unterschiedliche materiell-rechtliche Beurteilung durch die Standesbeamten zurückzuführen ist, nicht Gegenstand einer Berechtigung nach Art. 6 sein kann. Es sind daher nur Unterschiede gemeint, die auf einem Irrtum bei der Eintragung beruhen.

Durch das Wort „gegebenenfalls“ soll zum Ausdruck gebracht werden, daß keine Pflicht der Vertragsstaaten besteht, eine Berichtigung in die Wege zu leiten. Es wird vielmehr im Einzelfall zu prüfen sein, ob eine solche zweckmäßig ist. Diese Prüfung wird etwa dann zu verneinen sein, wenn es sich um den Namen eines Zeugen bei der Eheschließung handelt.

IV.

Die angeschlossene deutsche Übersetzung des urschriftlich in französischer Sprache abgefaßten Übereinkommens ist eine gemeinsame Übersetzung Österreichs und der Bundesrepublik Deutschland. Nur in zwei Punkten weicht die Übersetzung in den beiden genannten Staaten voneinander ab:

1. Im Art. 10 Abs. 1 ist für Österreich von „Spezialorganisationen“ die Rede, für die Bundesrepublik Deutschland dagegen von „Sonderorganisationen“.

2. Die Schlußklausel beginnt für Österreich mit den Worten „Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig Bevollmächtigten dieses Übereinkommen unterschrieben“, während es für die Bundesrepublik Deutschland heißt „Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten, hierzu gehörig befugten Vertreter dieses Übereinkommens unterschrieben“.

Durch das Inkrafttreten dieses Übereinkommens wird sich für die Republik Österreich kein finanzieller Mehraufwand ergeben, es sei denn, daß Vorname und Familiennamen in elektronischen Datenverarbeitungsanlagen gespeichert werden und eine Reihe von fremdländischen diakritischen Zeichen neu eingegeben werden müssen. Ein solcher Mehraufwand aber muß im Rahmen der großen Ordnungsaufgabe, die den Namen zukommt, in Kauf genommen werden.